

Observ'ER vous propose de découvrir les actualités du secteur de l'électrification rurale décentralisée par les énergies renouvelables.

Pour ce numéro, focus sur la loi Développement solidaire.

FOCUS

LOI DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE : forte mobilisation

Le 2 mars dernier, les députés ont dû s'exprimer par un vote solennel sur les ambitions de la politique française de développement : une séance publique durant laquelle plus de 600 amendements ont été étudiés. Certaines avancées sont réjouissantes : les députés ont voté pour que la France « s'efforce de consacrer 0,7 % de [sa] richesse nationale à l'aide au développement d'ici 2025 », rappelant ainsi la promesse faite en 1970 aux pays les plus démunis. Et l'action de la France s'inscrit pleinement dans l'Agenda 2030 adopté en septembre 2015 à l'ONU, comme dans l'Accord de Paris sur le climat.

Cependant, certaines ambitions doivent être revues. Les ONG estiment que l'égalité de genre devrait être davantage mise en avant dans la politique de solidarité internationale de la France. Par ailleurs, les principes de non-discrimination sont toujours absents des principes d'action, excepté pour les populations bénéficiant de l'assistance humanitaire, tel que mentionné dans le "Cadre de partenariat global" annexé. En outre, les questions liées à la qualité de l'aide, affirmées comme une réelle préoccupation par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et le rapporteur de la loi, n'ont été renforcées que dans l'annexe ("Cadre de partenariat global") et non dans le texte même de la loi. Enfin, un point très attendu est l'affirmation dans la loi de la place de la société civile à tous les stades de la politique de l'aide

au développement : conception, mise en œuvre et évaluation, et ce par l'inscription d'un nouvel article dédié. Coordination Sud compte sur le passage au Sénat pour remédier à l'absence de financement des initiatives de la société civile.

« Il est clair qu'il y a des avancées à noter et il faut le saluer. Cependant, certains manques affaiblissent la loi vis-à-vis des ambitions de la France en la matière. Premièrement en termes de principe, elle ne garantit pas que les actions de développement ne laisseront personne de côté, et donc seront exemptées du criblage des bénéficiaires finaux de l'aide. Deuxièmement, cette loi pourrait davantage contribuer à renforcer la cohérence et la transparence des politiques publiques, domestiques et internationales, de la France, mais cela reste trop à la marge et demandera un suivi. Enfin, j'insiste sur le fait que les organisations de la société civile restent à être pleinement reconnues et soutenues pour leurs propres initiatives, qui sont construites au plus près des réalités en partenariat avec les acteurs locaux. La loi reconnaît le droit d'initiative mais reste vague sur son financement au-delà de 2022 ; et il faut souhaiter que la France vise à s'approcher, certes du montant, mais surtout du pourcentage moyen de l'aide publique au développement transiting par les organisations de la société civile des pays du CAD (Comité d'aide au développement) de l'OCDE (environ 15 %) » confie Olivier Bruyeron, président de Coordination Sud. ■

décès déploré ! Forts de ce succès et face à la demande croissante, la Fondation Énergies pour le Monde et Tisser la santé proposent de répliquer ce modèle en y apportant la lumière, mais aussi des prises permettant la recharge de téléphone ou l'utilisation d'un ordinateur grâce à l'énergie propre et fiable du soleil. Des kits solaires photovoltaïques couplés à des batteries garantiront l'accès à l'électricité pour la Maison des mamans ainsi que pour les habitants du village grâce à un éclairage public qui sera raccordé à proximité. Le modèle veillera à l'implication des autorités locales et des groupements de femmes dans la gestion et la maintenance de la Maison des mamans. ■

Pour faire un don :
lumo-france.com/philanthropie/la-maison-des-mamans-au-mali



OLIVIER VÉNÉGOL & MARINA LAMACHE

L'AFD et l'Union européenne lancent des appels à projets innovants en faveur de la transition énergétique en Afrique

Le continent africain est résolument engagé dans sa transition énergétique. Le choix des énergies propres et la mise en place de solutions décentralisées ont un impact majeur sur le processus d'électrification du continent. Ainsi, le programme DEF (Digital Energy Facility) piloté par l'Agence française de développement (AFD) avec le financement de l'Union européenne a lancé, le 6 avril 2021, deux appels à projets innovants. Cette initiative baptisée Digital Energy Challenge concerne les start-up d'Afrique subsaharienne en phase d'amorçage et exerçant dans l'écosystème numérique et énergétique. Le but est de soutenir le passage à l'échelle

de leurs innovations, ou la transformation numérique de leurs activités, dans l'optique de permettre un meilleur accès à l'énergie et de meilleurs services énergétiques pour le réseau comme pour le grand public. Le programme DEF ciblera les projets de start-up fournissant des services pour le réseau électrique, des solutions énergétiques innovantes et propres pour les petites et moyennes entreprises (PME), ainsi que des solutions numériques inédites pour les entreprises d'accès à l'électricité. ■

Pour plus d'informations : <https://bit.ly/3fMwVH0>

Une collecte de dons pour la construction d'une Maison des mamans au Mali

L'entreprise Lumo offre l'opportunité d'orienter son épargne vers une sélection de projets responsables à impact positif en faveur de la transition écologique et sociale. Elle s'associe aujourd'hui à la Fondation Énergies pour le Monde et l'association Tisser la santé pour soutenir la construction d'une nouvelle Maison des mamans au Mali. Installée à proximité d'un centre de santé, la Maison des

mamans accueille les femmes en fin de grossesse, notamment celles qui viennent de villages éloignés. Elle permet ainsi de réduire la mortalité maternelle, cent fois plus élevée au Mali qu'en France. En 2017, l'association Tisser la santé a conçu une première Maison des mamans à Boni, dans la région de Mopti, où ont été accueillies 1 674 femmes provenant de 84 villages : 1 070 accouchements ont été enregistrés et aucun

Électriciens sans frontières se mobilise pour l'éducation au Sénégal

Le lycée Saint-Charles-Lwanga de Ziguinchor est un établissement de référence dans l'ensemble de la région Casamance. Le proviseur a demandé à Électriciens sans frontières d'effectuer une visite technique du lycée, lors

de laquelle les bénévoles de cette ONG ont constaté que les élèves, les enseignants et les divers intervenants sont exposés en permanence à d'éventuelles électrisations, sources d'incendie ou d'électrocutions. Le projet consiste



à fiabiliser le réseau électrique du lycée, en premier lieu pour réduire les risques rencontrés par ses occupants, et par ailleurs pour améliorer les conditions d'éducation des élèves. Il permettra également de compléter la formation des élèves du centre technologique et professionnel de Ziguinchor puisque les travaux seront menés par ces derniers sous forme de chantier-école, accompagnés par les bénévoles d'Électriciens sans frontières. ■



qui a permis aux acteurs de l'éclairage public en Ouganda de discuter des améliorations possibles et des conditions nécessaires à une réplique efficace du démonstrateur. Ensemble, ils ont pu définir les problématiques du secteur, réfléchir à des pistes d'amélioration et identifier des futurs partenaires. Prochaine étape : la fourniture et l'installation de 50 lampadaires solaires dans chacune des trois villes. ■

Au Mali, l'accès à l'énergie durable gagne du terrain

Au Mali, les activités productives, des vecteurs d'emplois au niveau local, peinent à se développer. Une problématique qui freine le développement économique du pays. Depuis 2015, le Geres et ses partenaires locaux proposent de faciliter l'accès à l'énergie des petites entreprises rurales installées dans des villages sans accès à l'électricité. Comment ? En mettant en place des zones d'activités électrifiées (ZAE). En fonctionnement depuis 2018 et 2019, ces bâtiments professionnels bioclimatiques sont conçus pour fournir une source d'énergie renouvelable de qualité et disponible en continu pour toutes et tous. L'objectif : dynamiser la région et créer de l'emploi en accueillant artisans et entrepreneurs. Aujourd'hui, une



troisième et une quatrième ZAE sont en construction à Moro-Moro et Diaramana. Le Geres vise le développement de huit zones d'activités électrifiées sur le territoire d'ici 2022. ■

Le Fonds d'études et d'aide au secteur privé (Fasep) au service de l'éclairage public en Ouganda

La Fondation Énergies pour le Monde conduit un Fasep en partenariat avec deux entreprises – Sunna Design et Ragni – afin de mettre en place un parc démonstrateur de lampadaires solaires dans trois localités de la région de Kampala, en Ouganda. Les études

préliminaires étant terminées, une mission de terrain s'est déroulée au mois de mars afin d'en restituer les résultats auprès des autorités et de travailler sur les sites pilotes sélectionnés pour l'installation des luminaires. Cette mission a également fait l'objet d'un workshop

Le Guide pratique du solaire photovoltaïque de Jean-Paul Louineau : une référence intemporelle pour les acteurs de l'accès à l'énergie

L'Observatoire des Énergies Renouvelables (Observ'ER), en partenariat avec l'Ademe, Alliance Soleil et la Fondation Énergies pour le Monde, publie la cinquième édition du *Guide pratique du solaire photovoltaïque* de Jean-Paul Louineau. Cette version, revue et nourrie des leçons tirées de retours d'expérience, contient des conseils pratiques et faciles à mettre en œuvre. Le support idéal pour les techniciens et techniciennes de systèmes solaires photovoltaïques qui opèrent en zone rurale, aussi bien en Afrique qu'en Asie. Cet "outil papier", comme son auteur aime le nommer, est un véritable document de référence à utiliser sans modération afin de faciliter l'usage pérenne des systèmes solaires et ainsi d'améliorer les conditions de vie des villageois. ■



Le guide est disponible sur : librairie-energies-renouvelables.org

La version anglaise du Livre blanc de l'accès à l'énergie est disponible

En cette année onusienne de l'action énergétique, l'Ademe et le SER ont publié les premiers livrables du groupe de travail national sur l'accès à l'énergie lancé en 2018. Un large panel d'acteurs a travaillé à l'élaboration d'un livre blanc contenant près de 85 recommandations sur les axes prioritaires identifiés : législatifs et réglementaires, coopération entre acteurs, innovation et financement. L'édition française du *Livre blanc* a été diffusée fin 2020 aux gouvernements, bailleurs de fonds, parlementaires, journalistes francophones ciblés par ces recommandations.

La version anglaise de ce *Livre blanc* est dorénavant disponible et promue auprès des pays non francophones, notamment lors de la 6^e édition du Forum d'investissement pour l'accès à l'énergie de l'Alliance d'électrification rurale qui s'est déroulée du 17 au 19 mars. ■

Pour télécharger la version PDF du Livre blanc en anglais : <https://bit.ly/3uraA5P>
<https://bit.ly/3fXVnFx>